

**Michael Mutzner**

**Représentant permanent de l'Alliance évangélique mondiale auprès de l'ONU**

L'Alliance évangélique mondiale, qui représente 600 millions d'évangéliques dans le monde, a ouvert depuis 2012 un bureau de liaison à Genève. Sa mission consiste à relayer les préoccupations des alliances évangéliques nationales auprès des mécanismes de droits de l'Homme de l'ONU. A travers des rapports, des déclarations, des lettres, des briefings aux diplomates ou experts de l'ONU, nous les informons et leur demandons d'intervenir en faveur des situations qui nous sont rapportées par nos alliances membres. Je coordonne une petite équipe, avec un juriste employé à temps plein ainsi que des stagiaires et bénévoles. Je suis moi-même impliqué à 40% dans ce service.

Pour accéder aux rapports: <https://www.worldevangelicals.org/un/reports.htm>

Pour accéder aux déclarations orales: <https://www.worldevangelicals.org/un/oral-reports.htm>

En 2019, le bureau de l'AEM auprès de l'ONU a été mandaté pour travailler sur 16 pays, souvent en relation avec la liberté religieuse. Actuellement, parmi nos pays prioritaires figurent l'Algérie (réouverture des Eglises fermées par les autorités), l'Inde (situation des minorités religieuses face au nationalisme hindou), l'Iran (liberté religieuse, chrétiens emprisonnés), l'Irak (reconnaissance des évangéliques en tant que communauté religieuse), le Népal (loi anti-conversion, chrétiens harcelés), le Sri Lanka (attaques et discrimination contre les minorités religieuses)... Nous suivons aussi la situation dans les pays européens. Cette année, nous avons par exemple travaillé sur des rapports en lien avec l'objection de conscience pour le personnel médical (Suède), la non-discrimination envers les évangéliques (Espagne), des fermetures d'Eglises en Italie, mais aussi d'autres sujets comme la discrimination ethnique et raciale (Australie), la traite des personnes (Autriche).

A côté de ce ministère en lien avec l'ONU, je sers également comme porte-parole du Réseau évangélique suisse (à 20%) et comme collaborateur scientifique (à 20%) au sein de Christian Public Affairs, un regroupement de plusieurs organisations et faitières chrétiennes dont la mission est de représenter les intérêts et les valeurs de ces organisation auprès des autorités fédérales, en particulier le parlement.